



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-44605>

Département(s) de publication : 29

Annonce n° 24-44605

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : MINARM/SGA/DCSID/ESID de Brest (Ministère des armées/Secrétariat Général pour l'Administration/Direction Centrale du Service d'Infrastructure de la Défense /Etablissement du Service d'infrastructure de la Défense de Brest)

Forme juridique de l'acheteur : Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur : Défense

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : 7437 Accord-cadre à bons de commande relatif à la maintenance préventive et corrective de réseaux et d'installations d'éclairage public

Description : 7437 Accord-cadre à bons de commande relatif à la maintenance préventive et corrective de réseaux et d'installations d'éclairage public

Identifiant de la procédure : 5e312671-e017-4fb5-885f-8a3b21e09ee3

Identifiant interne : 7437

Type de procédure : Négociée avec publication préalable d'un appel à la concurrence / concurrentielle avec négociation

La procédure est accélérée : non

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv) : 50532400 Services de réparation et d'entretien de matériel de distribution électrique

2.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : Base de Défense Brest-Lorient

Ville : Brest

Code postal : 29240

Subdivision pays (NUTS) : Finistère (FRH02)

Pays : France

2.1.3 Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre : 1,800,000 EUR

2.1.4 Informations générales

Informations complémentaires : Voir pièce jointe n°2, article 1er "Présentation de la procédure"/ Voir pièce jointe n°2, article 2 "Dématérialisation de la procédure"/ Voir pièce jointe n°2, article 3 "Informations relatives à la négociation"/

Base juridique :

Directive 2009/81/CE

2.1.5 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Le soumissionnaire doit présenter une offre pour l'ensemble des lots

2.1.6 Motifs d'exclusion

Motifs d'exclusion purement nationaux : Article L2141-1 et suivants du code de la commande publique

Section 5 - Lot

5.1 Lot : LOT-0001

Titre : Accord-cadre à bons de commande relatif à la Maintenance préventive et corrective de réseaux et d'installations d'éclairage public sur la Base de défense de Brest-Lorient

Description : La consultation a pour objet la passation d'un accord cadre à bons de commande afin d'assurer la maintenance préventive et corrective des réseaux d'installations d'éclairage public pour la base de Brest-Lorient Voir pièce jointe n°1 : présentation de l'accord-cadre

Identifiant interne : 7437

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 50532400 Services de réparation et d'entretien de matériel de distribution électrique

5.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : Base de Défense de Brest-Lorient

Ville : Brest

Code postal : 29240

Subdivision pays (NUTS) : Finistère (FRH02)

Pays : France

Informations complémentaires :

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 5

5.1.5 Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre : 1,800,000 EUR

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME)

Informations complémentaires : Voir pièce jointe n°2, article 4 "Montant maximum de l'accord-cadre"/ Voir pièce jointe n°2, article 5 "Durée de l'accord-cadre"/ Voir pièce jointe n°2 article 6 "Forme juridique"/

5.1.7 Marché public stratégique

Objectif du marché public stratégique : Pas de passation de marché stratégique

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Description : Pièce jointe n°2, article 7 "Critères de sélection des candidatures"

Critère :

Type : Autre

Nom : Situation propre

Description : Voir pièce jointe n°2, article 7 "Critères de sélection des candidatures"

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

Description : Pièce jointe n°2, article 7 "Critères de sélection des candidatures"

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Qualité

Description : Valeur technique Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés avec leur pondération

Pondération (points, valeur exacte) : 40

Critère :

Type : Prix

Description : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés avec leur pondération

Pondération (points, valeur exacte) : 60

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles : français

Langues dans lesquelles les documents de marché (ou leurs parties) sont officieusement disponibles : français

Adresse des documents de marché : <http://www.marches-publics.gouv.fr>,

Canal de communication ad hoc :

URL : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de la procédure :

Une habilitation de sécurité est requise

Description : Dans le cadre des articles R. 2342-7 et R. 2342-8 du Décret 2018-1075 du 03/12/2018, il est précisé que la présente procédure est réservée aux opérateurs économiques européens. Le marché objet du présent AAPC est sensible, conformément à l'instruction générale interministérielle sur la protection du secret de la défense nationale, annexée à l'arrêté du 9 Août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale. Après notification du marché et avant l'exécution de celui-ci, un contrôle primaire sera sollicité par l'autorité contractante. Une enquête administrative de la personne morale sera sollicitée par l'autorité contractante, sur la base des éléments fournis dans le cadre de la candidature. Ce contrôle primaire est conclu par un avis. A la fin du jugement des offres, le candidat dont l'offre a été retenue ne pourra se voir attribuer le marché que si le contrôle élémentaire est conclu par un avis favorable. En cas d'avis défavorable, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché au premier candidat mieux disant ayant reçu un avis favorable. Conformément à l'article R. 2393-24 du Décret 2018-1075 du 03.12.2018, chaque sous-traitant devra être soumis à l'acceptation du Pouvoir Adjudicateur. Celui-ci se réserve le droit de rejeter la demande de sous-traitance dans les cas prévus aux articles R. 2393-21 et R. 2393-22 dudit Décret

Conditions de présentation :

Indication obligatoire de la sous-traitance : Pas d'indication sur la sous-traitance

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Date limite de validité de l'offre : 180 DAY

Conditions du marché :

Conditions relatives à l'exécution du contrat : Aucune condition relative à l'exécution du contrat n'est prévu à ce stade de la procédure

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Montage financier : Il sera fait application des dispositions des articles R. 2391-1 à R. 2391-28 du Décret 2018-1075 du 03.12.2018. Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours. Le financement est assuré exclusivement par des ressources budgétaires de l'Etat. Il est prévu une avance dans les cas prévus par le Code. Le paiement sera effectué par factures/projets de décompte. Les prix sont révisables.

Sous-traitance :

Il n'y a pas d'obligation de sous-traitance.

Informations relatives aux délais de recours : Cette consultation peut faire l'objet d'un référé avant la conclusion du contrat dans les conditions définies à l'article L551-1 du code de justice administrative. De plus, à l'issue de la notification du marché, un recours en plein contentieux pourra être exercé contre ce dernier dans les deux mois suivant la publication de l'avis d'attribution. Cette requête peut le cas échéant être accompagnée d'un référé suspension sur le fondement des dispositions de l'article L521-1 du code de justice administrative

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, avec remise en concurrence

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Rennes

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : MINARM/SGA/DCSID/ESID de Brest (Ministère des armées /Secrétariat Général pour l'Administration/Direction Centrale du Service d'Infrastructure de la Défense/Etablissement du Service d'infrastructure de la Défense de Brest)

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : MINARM/SGA /DCSID/ESID de Brest (Ministère des armées/Secrétariat Général pour l'Administration /Direction Centrale du Service d'Infrastructure de la Défense/Etablissement du Service d'infrastructure de la Défense de Brest)

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Rennes

Organisation qui reçoit les demandes de participation : MINARM/SGA/DCSID/ESID de Brest (Ministère des armées/Secrétariat Général pour l'Administration/Direction Centrale du Service d'Infrastructure de la Défense/Etablissement du Service d'infrastructure de la Défense de Brest)

Organisation qui traite les offres : MINARM/SGA/DCSID/ESID de Brest (Ministère des armées/Secrétariat Général pour l'Administration/Direction Centrale du Service d'Infrastructure de la Défense/Etablissement du Service d'infrastructure de la Défense de Brest)

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0002

Nom officiel : MINARM/SGA/DCSID/ESID de Brest (Ministère des armées/Secrétariat Général pour l'Administration/Direction Centrale du Service d'Infrastructure de la Défense /Etablissement du Service d'infrastructure de la Défense de Brest)

Numéro d'enregistrement : 13000190200308

Département : FINISTERE

Adresse postale : BCRM de Brest - ESID de Brest - CC16 29240 Brest cedex 9

Ville : BREST

Code postal : 29240

Subdivision pays (NUTS) : Finistère (FRH02)

Pays : France

Adresse électronique : esid-brest.respanim-fonct-ac.fct@intradef.gouv.fr

Téléphone : 0299250366

Télécopieur : 0299636584

Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Rôles de cette organisation :

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

Organisation qui reçoit les demandes de participation

Organisation qui traite les offres

8.1 ORG-0003

Nom officiel : Tribunal administratif de Rennes

Numéro d'enregistrement : 17350005900014

Adresse postale : Hôtel Bizien - 3 contour de la Motte - CC 44416

Ville : RENNES

Code postal : 35044 Rennes Cedex

Subdivision pays (NUTS) : Ille-et-Vilaine (FRH03)

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-rennes@juradasm.fr

Téléphone : 0299635684

Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) : <http://www.ta-rennes.juradasm.fr>

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : 82faa6ba-48df-4228-804a-57c579ccac11 - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 16/04/2024 à 08:48

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 16/04/2024